



RAPSE

Réseau d'Action Promouvoir Sécuriser l'Emploi

La Lettre

N° 42
11 avril
2008



**sa portée et les propositions
des communistes**

15 mai 2008 - de 14h00 à 18h30

**Au siège du Conseil national du PCF,
2 place du colonel Fabien 75019 à Paris.**

**La rencontre à laquelle participera Marie-George Buffet,
sera introduite par Paul Boccara et animée par de multiples intervenants.**

Sommaire

- ✓ La crise financière, débat...page 2
- ✓ S'émanciper des marchés financierspage 3
- ✓ Ford-Blanquefort lutte pour vivrepage 4-5
- ✓ Travailler plus pour gagner plus : l'arnaque !page 6
- ✓ CFE-CGC : les salariés français s'arrêtent moinspage 6
- ✓ L'argent en vracpage 7
- ✓ Économie et Politique traite de la crise dans le N°642/643page 8

La crise financière, sa portée et les propositions des communistes

La crise financière mondialisée souligne l'urgence d'intervenir pour commencer à changer l'utilisation de l'argent et le crédit au niveau des entreprises, des banques, de l'État, des collectivités territoriales, des institutions européennes et mondiales.

Les pertes subies par nombre d'établissements bancaires et financiers (de 200 milliards de dollars dans le monde et 11 milliards d'euros pour le moment en France) commencent à faire peser des menaces sur les emplois et les salaires dans les banques. Elles entraînent un resserrement du crédit aux entreprises, aux PME surtout. Cela va peser sur l'emploi et la croissance.

Le gouvernement et le MEDEF arguent de ces difficultés pour justifier une aggravation de l'austérité pour les travailleurs et leurs familles. Alors qu'avec la spéculation explosent les prélèvements financiers sur les richesses produites, ils cherchent à réduire les prélèvements publics et sociaux et les dépenses de santé, de retraite, d'éducation, de recherche, de logement social, de culture...

La crise financière met en évidence l'immoralité devenue intolérable du système capitaliste et l'irresponsabilité sociale des banques. Mais de gros efforts sont déployés pour accréditer l'idée que la solution consisterait seulement à moraliser ce système, à le «réguler», à en contrôler les «excès». d'autres efforts sont aussi déployés pour tenter d'intégrer les syndicalistes, les responsables associatifs et les élus territoriaux aux gestions dominées par la rentabilité financière proclamée indépassables.

On peut agir autrement ! Et en particulier prendre appui sur les résultats des élections municipales et cantonales pour faire avancer d'autres solutions depuis de nouveaux Fonds régionaux.

Les interventions des salariés et de leurs organisations avec des pouvoirs nouveaux peuvent viser à transformer les gestions.

Les citoyens et leurs élus peuvent changer l'utilisation des fonds publics, contribuer à réorienter le crédit, et les relations entre banques et entreprises dans un but d'efficacité sociale.

Comment, dès les niveaux régionaux et national, à l'appui des luttes, faire avancer l'exigence de ces transformations profondes pour sécuriser l'emploi, la formation, les salaires, défendre et promouvoir des services publics de qualité sur tous les territoires ? Cela ne passe-t-il pas par une maîtrise sociale des services publics, en premier lieu : le crédit, la monnaie en France, en Europe (BCE) et à l'échelle du monde entier (FMI)?

Les communistes avancent des propositions concrètes et originales dans ce sens. Elles sont ouvertes à la critique et à l'apport de chacun-e en relation avec les luttes pratiques.

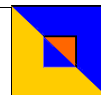
Militants syndicalistes des entreprises et des banques, militants associatifs, militants politiques, experts, élus,

**Le 15 mai
débattons en!**

De 14h00 à 18h30

**Au siège du Conseil national
du PCF,**

2 place du colonel Fabien 75019 à Paris.



S'émanciper des marchés financiers

Quelle priorité, quel type de mesure pour reprendre le contrôle d'un système financier que certains disent "fou" et le mettre au service de l'économie réelle?

Même si l'affaire de la Société générale révèle qu'absolument n'importe quoi peut désormais arriver sur des marchés libéralisés et mondialisés, la finance n'est pas à proprement parler devenue folle. Disons plutôt que le cancer financier impose sa rationalité perverse aux politiques publiques (privatisations, déficits, attaques contre les services publics) et aux gestions d'entreprises (rentabilisation du capital par la précarisation de l'emploi, la dégradation des salaires, l'insuffisance des efforts de formation et de qualification des travailleurs).

Cela veut dire que lutter dans les entreprises, les bassins d'emplois, les régions pour sécuriser les emplois et les formations, c'est déjà retirer des pouvoirs à la mondialisation financière et contribuer à la faire reculer.

Au niveau national, d'autres pouvoirs pourraient être exercés par l'action des autorités de contrôle et par les leviers que pourrait procurer un pôle public d'institutions financières exerçant un fort service public de l'épargne et du crédit.

Mais la régulation ultime du système se fait à l'échelle mondiale. Le mécanisme est toujours le même, qu'il s'agisse de jouer sur les titres représentatifs de crédits immobiliers, sur les actions, sur les taux de change, ou encore de racheter puis de revendre une entreprise avec « effet de levier » (traduction française du sigle LBO) : la plus grande partie de l'argent engagé par les fonds de placement ou les fonds spéculatifs n'est pas à eux, ils l'ont emprunté à une banque.

Tout cela n'arriverait pas si les responsables de la Banque centrale et du Trésor américains n'avaient pas imposé au reste du monde, depuis plusieurs années, une inondation de dollars sur les marchés financiers. C'est pourquoi, comme l'écrit Yves Dimicoli dans *d'Économie et Politique*, « de la coopération, ou non, de l'Union européenne avec les pays émergents, Chine en tête, pour s'émanciper, ensemble, de la domination étouffante des États-Unis, de leur monnaie et des marchés financiers **dépend** largement l'avenir »¹.

1.Économie et Politique numéro 640-641

Comment faire ?

Le meilleur moyen de retirer leur pouvoir aux marchés, c'est de tarir la source essentielle de leur expansion. Si on dissuade les banques de prêter aux spéculateurs, on empêche le cancer financier de se développer, de même qu'on bloque le développement d'une tumeur en faisant dépérir les vaisseaux sanguins qui l'irriguent.

Les banques centrales pourraient par exemple obliger les banques à constituer des réserves obligatoires non rémunérées, donc coûteuses, en proportion de leurs crédits aux fonds spéculatifs.

Elles pourraient aussi prêter à des taux plus élevés aux banques qui financent les opérations financières plutôt que les investissements favorables à la croissance réelle et à l'emploi.

Mais attention ! Il ne faut pas étouffer la croissance et l'emploi. C'est bien là le dilemme qui taraude les banques centrales depuis qu'Alan Greenspan a dénoncé l'« exubérance irrationnelle » des marchés, il y a plus de dix ans. Au moment où un ralentissement très marqué de la conjoncture se confirme, aux États-Unis et dans le reste du monde, il est nécessaire, tout en réprimant la finance, d'irriguer de crédit les projets qui peuvent contribuer à une sécurisation de l'emploi et à une élévation du potentiel de création de valeur ajoutée des entreprises et des territoires. Les taux d'intérêt applicables à ces projets devraient baisser.

Et, compte tenu des difficultés particulières des petites entreprises dans l'accès au crédit, on pourrait imaginer un plan d'urgence pour les PME, permettant, comme le programme d'Amsterdam lancé par la Commission européenne en 1994-1997, aux banques de distribuer des crédits à taux bonifiés, avec le soutien d'OSEO en France et de la Banque européenne d'investissements à l'échelle de l'Union. Ces crédits pourraient être refinancés à un taux préférentiel par la Banque centrale européenne ; mais cela suppose une mesure urgente : que celle-ci abandonne la règle par laquelle elle prévoit de s'interdire, à partir de 2012, de refinancer les crédits d'un montant inférieur à 500 000 euros.



Ford-Blanquefort lutte pour vivre

L'usine Ford de Blanquefort (33) emploie actuellement 2700 salariés sur deux sites. A l'horizon 2010, l'usine principale (1800 emplois) est menacée soit de fermeture, soit de vente à un autre équipementier ou à un autre constructeur (ce qui, à terme, peut signifier la même chose !)

La principale usine fabrique des boîtes automatiques 5 vitesses pour le marché Ford aux États Unis dont on connaît les difficultés actuelles.

Ford a annoncé son intention de maintenir cette activité jusqu'en 2010. Après, le constructeur américain ferait produire des boîtes six vitesses ailleurs.

La seconde usine fabrique des boîtes manuelles pour le marché européen.

Avec les emplois induits la fermeture concernerait près de 10.000 emplois en Aquitaine.

L'irresponsabilité de l'entreprise.

Les syndicats alertent depuis des années devant une telle échéance et demandent les investissements permettant d'assurer le devenir de Blanquefort.

La direction, malgré ses engagements pris en 2001, n'a toujours pas investi un seul euro.

Face ce blocage, la tension ne cesse de croître.

Il y a un mois, les salariés avaient bloqué leur usine pendant une semaine pour forcer Ford Europe à engager un nouveau projet industriel pour leur site

A l'occasion des négociations salariales, la direction manœuvre pour neutraliser toute résistance.

Ainsi elle propose de conditionner une hausse salariale de 3 % à la réalisation d'un quota de production à atteindre. Ce chantage est vécu comme une prime anti-grève et comme une véritable provocation en regard de l'inquiétude des salariés du site.

D'autre part, pour tenter de faire face à la mobilisation des salariés qui grandit, la direction recourt aussi à la répression. Montant en épingle la retenue, une demi-heure, de leur directeur afin de l'obliger à négocier, elle engage une action devant les tribunaux.

En fait la direction tente de se faire passer comme victime alors qu'elle s'apprête à liquider 10.000 emplois dans cette région.

La responsabilité d'investir

Il s'agit au contraire de responsabiliser socialement l'entreprise qui doit s'engager à faire les investissements nécessaires pour pérenniser l'activité industrielle sur les sites.

Dans l'immédiat, cela pourrait concerner l'engagement des investissements nécessaires dans la réalisation de boîtes six ou sept vitesses pour lesquels l'entreprise dispose des compétences et les savoir-faire en Aquitaine.

Il faut savoir que si Ford ferme l'usine, la démolition et la dépollution du site lui coûtera 5 à 700 millions d'euros.

La responsabilité des pouvoirs publics est également engagée pour trouver des solutions industrielles

Les élus communistes soutiennent les Ford

**Déclaration de Max Guichard,
au nom du groupe communiste et apparente,
lors de la séance du
Conseil de CUB du 22 février 2008**

Monsieur le Président,

Permettez-moi ici d'exprimer ma profonde colère vis-à-vis des dirigeants de Ford. Colère, je sais, que vous partagez, même si vous ne l'exprimerez pas comme je vais le faire.

Je suis scandalisé par l'attitude de cette direction qui, après avoir menti pendant des années aux salariés, les avoir amenés dans le mur, aujourd'hui ose les traîner devant les tribunaux au motif qu'ils défendent leurs emplois, leurs 1800 emplois.

Je suis scandalisé par la justice de mon pays qui transforme en quelques heures les victimes en coupables, en condamnant les responsables syndicaux à 1000€/ heure de blocage de l'entreprise.

Qui osera encore dire que la justice de classe, la lutte des classes sont enterrées ? Je suis d'autant plus en colère qu'il n'y a aucune fatalité à la fermeture de cette entreprise.

Bien au contraire, c'est le possible développement de ce site que l'on doit envisager. Cette entreprise est viable et d'avenir.

Par la qualité reconnue de sa main d'œuvre, de sa capacité technologique, de son potentiel de marchés, y compris pour Ford (boîtes 6 et 7 vitesses).

C'est à Blanquefort que Ford doit investir. Son départ lui coûterait 700 millions €. Ces 700 millions doivent être investis dans la production à Blanquefort.

C'est cet investissement qui peut permettre d'aller, d'ici 3 à 4 ans, vers un développement autour du véhicule propre (électrique et hybride) faisant du site de Blanquefort un grand pôle de l'automobile, en lien avec la Saft, Dassault, etc.. Ce sont ces investissements qui permettront de sortir Ford-monde de l'ornière.

Oui, il faut obliger la direction de Ford à faire ces investissements, elle en a les moyens économiques.

Je sais, cela n'est pas facile mais la lutte des salariés nous montre la voie, nous interpelle.

Il nous faut taper fort, aux plus hauts niveaux, tant économique que politique.

(...)

On le mesure bien, comme pour la Sogerma mais à un niveau encore plus important, chaque salarié, chaque citoyen est concerné.

C'est en ce sens que nous proposerons demain matin, lors du forum organisé par le CE de Ford auquel nous sommes toutes et tous vivement invités, la mise en place d'un comité de sauvegarde dans lequel nous aurions à prendre toute notre place, avec tous ceux et toutes celles qui décideront d'être acteur de cette lutte en lien et en complément de l'action des salariés de Ford, lesquels garderont totalement leur liberté et autonomie d'action syndicale.

Ensemble, nous avons réussi à faire plier les dirigeants d'EADS Sogerma, nous pouvons obliger Ford à investir à Blanquefort.

TRAVAILLER PLUS POUR GAGNER PLUS: L'ARNAQUE !

Les comptes de l'industrie pour 2007 ont été publiés le 3 avril : que constate-t-on ?

- **Les richesses produites (la VA) ont été augmentées de 3,3 %.**

C'est le produit de l'effort des salariés qui ont travaillé plus pour produire plus.

La preuve: Yvon Jacob, président du groupement français de l'industrie (GFI) a estimé que « *l'industrie a été le premier bénéficiaire des mesures sur les heures supplémentaires* ».

- **Mais les salariés ont-ils gagné plus ?**

Pas du tout : **leur salaire brut a seulement progressé de 1,4 %** (comme en 2006)

Par contre, l'excédent brut d'exploitation, c'est-à-dire les profits ont été augmentés de **7,4 %**.

Les salariés ont donc été trompés ils ont travaillé plus, mais ce sont les patrons qui se sont enrichis sur leur dos.

- **Rappel : chiffres industrie 2007/2006**

| | | |
|-----------------------|----------------|----------------|
| | 2007 | 2006 |
| VA | + 3,3 % | + 1% |
| salaires bruts | + 1,4 % | + 1,4 % |
| Profits | + 7,4% | + 0,5 % |

Les salariés Français sont ceux s'arrêtent le moins !

Communiqué de la CFE-CGC

Seul un salarié sur quatre en France en arrêt de travail au moins une fois dans l'année, contre un sur trois en moyenne dans le reste de l'Europe.

C'est le résultat de l'enquête menée en Europe du 5 au 19 novembre 2007 (site monster.fr). C'est en Belgique et en Irlande que l'on s'arrête le plus, environ un sur deux !

Fort de ces constatations on s'étonne de la volonté du gouvernement contenue dans la loi de financement 2008 de resserrer encore les contrôles, quand on sait que les études des praticiens conseils amènent au résultat de 5 à 6 % d'arrêts discutables !

On s'étonne de voir proposer de confier aux employeurs la gestion des arrêts de travail courts !

Le risque est d'augmenter la pression dans la cocotte minute que sont trop souvent les entreprises, le risque étant que cela se traduise par plus de stress et de violence en core !

Le gouvernement devrait au moins porter ses efforts sur plus de prévention et de contrôle des conditions de travail et libérer les services de prévention des CRAM et de l'inspection du travail pour exercer tout leur rôle.

Le risque étant d'augmenter les coûts des autres rubriques de l'assurance maladie car un scanner cela coûte plus cher qu'un arrêt, car une maladie aggravée faute de repos coûte plus cher à soigner.

La prévention est plus efficace comme l'a montré l'arrêt du tabac responsable d'une baisse de 15 % des entrées à l'hôpital pour infarctus.

On s'étonne également de ces dispositions qui contraignent les praticiens conseils à réagir aux décisions des médecins missionnés par les entreprises.

Serait-ce les prémices du début de la privatisation ?

L'ARGENT EN VRAC

Quelques repères

- * 1300 euros par mois: ce que gagne un Français sur deux.
- * 105 milliards d'euros: profits du CAC 40 2008
- * 800 millions d'euros : ce que coûterait l'augmentation de 1% d'indice du revenu des fonctionnaires
- * 14 milliards d'euros: coût annuel de l'armement nucléaire français

L'argent de la Société Générale

Valse des milliards à la Société Générale. Un trader a pu engager la banque pour des sommes entre 40 et 50 milliards d'euros. A l'arrivée, coût de la « fraude »: 4,9 milliards! La société venait de perdre 2 milliards pour cause de « subprimes ». Bel exemple du cancer de la financiarisation.

L'Etat rembourse 4,2 milliards d'impôts aux grandes entreprises.

Une loi de 1965 permettait de taxer plus lourdement les filiales étrangères des grands groupes. Bruxelles a fait supprimer cette taxe, jugée discriminatoire. Les groupes concernés demandent à présent à être remboursés. La rétroactivité jouant jusqu'en 1999, des groupes comme Suez, Alcan, Valeo Accor, Rhodia, Schneider Electric vont toucher 4,2 milliards d'euros. Sur le budget de l'État. Qui a dit que les caisses étaient vides?

(Les Échos)

Profits: record absolu

C'est bientôt la saison des publications annuelles de résultats des grands groupes, de la valse des milliards d'euros distribués aux actionnaires. Le CAC 40, promotion 2008, devait afficher un profit cumulé de plus de 105 milliards d'euros. « Un record absolu » écrit Le Figaro, qui balise déjà. « On va jeter en pâture à l'opinion ces milliards dans un pays qui n'aime pas la réussite » écrit ce journal (22/1/8). Un pays resté au temps de Zola, dit encore le quotidien appelant à en finir avec « les freins à la croissance, les oripeaux du collectivisme et les reliques du gaullo-communisme d'après guerre encore bien trop pesants ».

Les Français et l'argent

Au terme de deux ans d'enquêtes serrées et forte d'une centaine d'entretiens sur un « sujet peut-être encore plus tabou que la sexualité », Janine Mossuz-Lavau, chercheuse au Cevipof, nous parle, dans son dernier ouvrage, de « L'argent et nous » (La Martinière).

Elle montre comment l'enfance et l'éducation déterminent notre rapport à l'argent, comment « le temps dit de l'innocence est aussi celui de la découverte de la lutte des classes » quand on se rend compte des inégalités. Comment vivent les jeunes d'aujourd'hui pour qui « avoir de l'argent est une obligation ».

Elle distingue trois catégories de revenus: les pauvres dont le revenu mensuel net serait égal ou inférieur à 1300 euros; les « moyens » qui perçoivent entre 1300 et 3000 euros; enfin les riches qui gagnent plus de 3000 euros.

Près de la moitié de la France est pauvre, estime-t-elle. « Nous vivons dans l'un des pays les plus riches du monde où il y a beaucoup trop de pauvres! ».

Les réformes en cours poussent à « un système très inégalitaire ». Le rapport à l'argent diffère, selon qu'on est de droite ou de gauche. Pour l'auteur, « un des points inquiétants » de l'enquête est l'acceptation d'une « élite, des gens supérieurs aux autres, qui auraient besoin d'argent pour mener leur action et pourraient bénéficier de traitements de faveur ». Apparaît « une vision hiérarchique de la société où est acceptée l'idée qu'il y aurait des citoyens plus égaux que d'autres ». Elle parle de « rupture du pacte démocratique. »

Le luxe prospère

L'industrie du luxe est en plein boom et dans ce cadre la haute couture progresse deux fois plus vite que l'ensemble du secteur. « Elle renaît grâce aux nouveaux riches » titre Le Figaro sur six colonnes (21/1). Lacroix +40%, Givenchy +30%, Chanel +25%. « Grâce à l'émergence de nouvelles fortunes ». Idem pour la haute joaillerie « dont les pièces à plusieurs millions s'arrachent. »

(Coût d'un défilé: deux à trois millions d'euros. Coût d'une robe sur mesure: entre 10 000 et 300 000 euros).

Crise des subprimes

Le FMI chiffre à 945 milliards de dollars le coût de la crise financière.

Sur ce coût, 565 milliards de dollars concernent l'exposition des banques au secteur des subprimes, les prêts immobiliers à risque, explique l'institution dans son dernier rapport semestriel sur la stabilité financière dans le monde.



Présentation des articles du numéro 642-643 d'Économie et Politique qui vient de paraître - Prix : 9,5 €
 Pour commander ce numéro : Économie et Politique, 2 place du Colonel Fabien. 75019 Paris

ÉDITORIAL

Sortir de la crise, morale, politique, économique, sociale
 Jean Magniadas

CRISE FINANCIÈRE/DÉBAT

Crise financière : quelle issue ?

Débat avec Frédéric Lordon et Denis Durand

Au moment où la crise déclenchée par les «subprimes» connaît de graves et nouveaux développements, avec un système financier, des banques au bord de l'asphyxie et des menaces sur la croissance mondiale, cela en dépit des interventions massives de la BCE et des autres banques centrales, Économie et Politique ouvre le débat sur la nature profonde de la crise actuelle et confronte les proposi-

ACTUALITÉ

Pétrole : ressources, spéculation, profits

Alain Vigier

Relance d'une vieille mystification

Jean Magniadas

Pendant la campagne électorale, la démolition du système de santé continue

Jean-Paul Domin

DOSSIER RAPPORT ATTALI

COMMENT FAIRE AVALER LA PILULE ULTRALIBÉRALE

De la critique aux alternatives

Dossier réalisé par : Paul Boccara - Catherine Mills - Yves Dimicoli - Régis Régnault - Sylvian Chicote - Deniz Özturun - Olivier Gebuhrer.

Sur le Rapport de la Commission Attali pour la «libération de la croissance française»

De la critique aux alternatives

Paul Boccara

Attali dans le texte

Catherine Mills

Le choix d'une soumission financière de la France

Yves Dimicoli

Enseignement Supérieur et Recherche :
 démagogie et régression

Olivier Gebuhrer

La formation professionnelle : l'art de la contrefaçon et du détournement

Régis Régnault

Attaques en règle contre les droits des salariés du secteur privé et les statuts publics

Sylvian Chicote

Santé et protection sociale : créer des marchés pour le privé et économiser sur les dépenses sociales

Catherine Mills

Mobilité internationale des jeunes : pour qui ? Pour quoi ?

Deniz Özturun

PUBLICITÉ ET TÉLÉVISION

Télévision : cartes sur table

Jean-Pierre Marchand

NOTES DE LECTURE

Compte-rendu du livre de Stéphane Bonnery «Comprendre l'échec scolaire»

Catherine Mills